France-Algérie : un colloque de grande qualité à Saint-Raphaël

secoursdefrance.com/colloque-cercle-algerianiste-saint-raphael-2026

Secours de France November 25, 2026



Le samedi 7 novembre 2026, le Cercle algérianiste réunissait à Saint-Raphaël historiens, juristes, écrivains et observateurs des relations franco-algériennes autour d'un même sujet : « France-Algérie : les racines d'une relation complexe ». Présent pour le Secours de France, Jean Dionnot a assisté à une journée dense, remarquablement organisée, qui a tenu ses promesses.

Au-dehors, un soleil éclatant invitait à profiter du bord de mer. À l'intérieur de la salle Félix Martin, le programme nous retenait du matin jusqu'en fin d'après-midi. Nous n'avons pas regretté d'avoir préféré les débats à la promenade : la qualité des intervenants et l'intérêt des échanges ont soutenu l'attention tout au long de cette journée.

Dès son allocution de bienvenue, Frédéric Masquelier, maire de Saint-Raphaël, a donné le ton. Son propos témoignait d'une solide connaissance de l'histoire de l'Afrique du Nord et d'une affection manifeste pour les Français d'Algérie.

Suzy Simon-Nicaise, présidente nationale du Cercle algérianiste, a ensuite précisé l'objectif des travaux : revenir aux accords d'Évian, examiner les engagements qui n'ont pas été respectés et comprendre comment cet héritage continue de peser sur les relations entre Paris et Alger. Trois tables rondes allaient permettre d'en explorer les conséquences humaines, juridiques, religieuses, financières et politiques.

Devant plus de 300 personnes, réunies dans une salle qui ne pouvait en accueillir davantage, la présidente a affirmé la méthode retenue :

> « Nous avons confié ce travail à des experts indépendants, venus d'horizons différents, avec une exigence commune : travailler sur les textes, les faits et les réalités. »

Elle a aussi expliqué pourquoi ce retour aux engagements de 1962 demeurait nécessaire :

> « Pendant des années, on nous a dit qu'il fallait tourner la page. Mais on ne tourne pas une page que d'autres utilisent sans cesse pour écrire le présent. »

La première table ronde, animée par le journaliste et historien Guillaume Zeller, réunissait Grégoire Finidori, Mohand Hamoumou, Charlotte Touati et Gérard Guibilato.

Grégoire Finidori, conseiller honoraire à la Cour de cassation, abordait le statut juridique des accords et les conséquences de leur non-respect. Mohand Hamoumou, docteur en sociologie et président de l'association AJIR pour les Harkis, traitait des disparus et des harkis, ces oubliés des accords d'Évian. Pour le Secours de France cette intervention avait une résonance particulière : au delà des textes et décisions diplomatiques, il y a des hommes et des familles dont le sort doit être pris en compte dans le bilan de 1962.

Charlotte Touati, historienne spécialiste des minorités religieuses en Afrique du Nord, examinait le devenir de la liberté religieuse promise. Gérard Guibilato complétait cet ensemble par l'étude des conséquences financières des accords pour la France : budget, monnaie et compensations agricoles.

La confrontation de ces approches donnait toute sa force à cette première séquence, permettant de mesurer la distance entre les garanties annoncées et leur application.

Sous la conduite d'Arnaud Benedetti, la deuxième table ronde posait une question directement liée aux débats actuels : « D'Évian à l'accord de 1968 : combien coûte l'exception migratoire algérienne à la France ? »

Nicolas Pouvreau-Monti, cofondateur et directeur général de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, Xavier Driencourt, ancien ambassadeur de France en Algérie, et l'écrivain franco-algérien Kamel Bencheikh en examinaient les dimensions financières, sociales et politiques.

Les échanges invitaient à regarder les effets des dispositifs hérités de l'indépendance et à interroger la réciprocité des engagements entre les deux pays. Cette question a traversé l'ensemble du colloque : comment établir une relation équilibrée lorsque les obligations et les concessions ne trouvent pas leur contrepartie ?

La présence de Boualem Sansal a constitué un autre temps fort. L'écrivain a apporté son regard sur cette relation complexe. Il a également rappelé la détention du journaliste sportif Christophe Gleizes, dénonçant le moyen de pression qu'elle représente pour Alger dans ses rapports avec la France.

Dès l'ouverture, Suzy Simon-Nicaise lui avait adressé des paroles chaleureuses, à quelques jours du premier anniversaire de sa libération :

> « Boualem, quel bonheur de te voir là. Libre. Enfin libre. »

Puis, évoquant leur terre natale commune :

> « Nous n'y avons pas vécu la même histoire. Nous n'avons pas suivi les mêmes chemins. Mais nous portons en nous quelque chose qu'aucune frontière ne peut séparer : des racines profondément enfouies dans cette même terre. »

L'après-midi a permis de découvrir les résultats d'un sondage commandé par le Cercle algérianiste, présentés et commentés par Frédéric Dabi, directeur général de l'IFOP.

L'historien Pierre Vermeren a ensuite dressé un vaste panorama des relations franco-algériennes depuis les accords d'Évian et l'indépendance. Cette mise en perspective donnait la profondeur nécessaire à l'examen des tensions présentes.

La dernière table ronde, animée par Paul Amar, réunissait Xavier Driencourt, Pierre Vermeren, le journaliste Smaïl Djerbal et Arnaud Benedetti. Consacrée aux leçons de l'histoire face aux crises possibles de demain, elle ouvrait la discussion sur les moyens d'action de la France : leviers diplomatiques, économiques, migratoires et politiques, anticipation des tensions et défense de ses intérêts.

À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, le sujet mérite un examen sérieux. Les interventions ont permis de poser les termes d'une réflexion sur la continuité et la cohérence de la politique française envers Alger.

Dans sa conclusion, Suzy Simon-Nicaise a formulé cette exigence sans détour :

> « La France ne peut plus gérer sa relation avec l'Algérie au coup par coup. Elle doit avoir une doctrine. »

Elle a précisé ce que cette orientation impliquait pour les disparus et les sépultures françaises en Algérie :

> « Accès aux archives algériennes. Recherche des disparus. Entretien et protection des cimetières. Ces sujets doivent devenir des exigences diplomatiques permanentes, suivies et vérifiables. »

La présidente a également annoncé que le travail de la commission du Cercle algérianiste, réunissant 24 contributions de 22 experts, donnerait lieu à deux ouvrages chez Fayard : un premier livre de synthèse en mars 2027, puis l'intégralité des travaux à la rentrée littéraire de la même année.

La littérature avait également sa place dans ce rendez-vous. Le prix Jean Pomier a été remis à Marcel Sanchez pour son roman *Les Voyages de Madares*, publié chez L'Harmattan. Maurice Sarazin a reçu la distinction algérianiste « Lumière d'histoire » pour sa biographie *Chérif Benhabiles, intellectuel et homme politique*, parue aux éditions Les Trois Colonnes.

Suzy Simon-Nicaise a clos les travaux par un discours brillant et émouvant, à la hauteur d'une journée dont il faut saluer la tenue. Le Cercle algérianiste a réussi à réunir des intervenants de grande qualité et à donner à des questions difficiles le temps et la place qu'elles demandent.

Évoquant les familles contraintes à l'exil, les harkis abandonnés et ceux dont la trace reste à retrouver, elle a rappelé ce qui anime cet engagement :

> « À tous ceux qui nous ont transmis cette histoire avec, parfois, une seule demande : Ne nous oubliez pas. »

Et leur a répondu :

> « Non. Nous ne vous avons pas oubliés. Nous avons tenu. Nous avons résisté à l'oubli. Nous avons conservé. Nous avons transmis. »

Pour le Secours de France, cette rencontre présentait un intérêt particulier : le sort des harkis, des disparus et des Français d'Algérie y occupait pleinement sa place dans l'examen des relations entre les deux pays. Les actes du colloque, annoncés pour janvier dans la revue du Cercle, permettront de prolonger ces travaux.

Jean Dionnot